

Le pouvoir aux travailleurs

18 Novembre 2012

N° 186

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- POUR QUE LA LUTTE DES ENSEIGNANTS SE PROLONGE EN DIRECTION DES TRAVAILLEURS	2 - 3
- « <i>BAISSE DES PRIX</i> » : QUEL MENSONGE !	4
- MEDIAS : DES COMPLICES DES ASSASSINS DECORÉS !	4
- LE GOUVERNEMENT FACE A LA QUESTION EPINEUSE DES EX-COMBATTANTS	5
- INSECURITÉ GENERALISÉE : CE SONT LES PAUVRES QUI EN PATISSENT	5 - 6
- « <i>JOURNÉE DE LA PAIX</i> » : DE LA MOQUERIE ENVERS LES TRAVAILLEURS ET LES PAUVRES !	6
- GRÈVE DES CHAUFFEURS DE GBAKA CONTRE LE RACKET.....	7
- OLAM : UN COUP DE COLÈRE DES TRAVAILLEURS	7
- AFRIPLASCI : UN MORT A METTRE SUR LE COMPTE DU PATRON.....	7 - 8
- SOTACI : RENVOI DEGUISÉ DES TRAVAILLEURS AGÉS.....	8
- TEMOIGNAGE D'UN JOURNALIER D'UNICAFÉ.....	8 - 9
- TEMOIGNAGE D'UN TRAVAILLEUR DU CHANTIER SICOGI DE PK 18.....	9
- SATOCI-CIREPCI : CA GROGNE	9
EN AFRIQUE LA CONTREBANDE DE FAUX MEDICAMENTS SE DEVELOPPE.....	10 - 11

POUR QUE LA LUTTE DES ENSEIGNANTS
SE PROLONGE EN DIRECTION DES TRAVAILLEURS

Les enseignants menacent de se mettre en grève à partir du 19 novembre, si une suite favorable n'est pas donnée à leurs revendications.

Elles sont nombreuses. Il y en a qui sont spécifiques aux écoles publiques ; d'autres aux écoles privées. S'y ajoutent les spécificités du Premier cycle, du Second cycle et du Supérieur. Mais toutes ces revendications ont un point en commun, elles portent sur des avancées salariales et pécuniaires.

Ainsi, par exemple, ceux du primaire exigent le paiement de la dernière tranche du rappel de Cap des sessions 1988 à 1992 ; la bonification indiciaire ; et un reliquat de l'indemnité de logement.

En ce qui concerne les enseignants du secondaire, ils demandent au gouvernement d'effectuer le paiement de la seconde moitié des effets financiers de leur profil de carrière, suivi du rappel des arriérés depuis 2009.

Et enfin, ceux du supérieur réclament le paiement des acquis obtenus pendant les luttes passées.

Promesse avait été faite par le précédent gouvernement que ces revendications seraient satisfaites dès que la Côte d'Ivoire bénéficierait de l'annulation de sa dette dans le cadre du PPTTE. Ce qui est aujourd'hui chose faite. Sauf qu'entre temps, le ministre de l'économie, Koffi Diby, qui tient le même poste ministériel que dans le gouvernement précédent, semble avoir oublié cette promesse et a manifestement besoin que les enseignants lui rafraichissent la mémoire !

Quant aux enseignants du secteur privé, ils demandent non seulement le respect du barème salarial mais aussi l'augmentation des salaires. Aujourd'hui, nombre d'entre eux touchent un salaire dérisoire variant entre 40.000 et 100.000 Fr par mois. De plus, le plus souvent, ils ne perçoivent rien durant les périodes de vacances scolaires.

C'est pour faire aboutir toutes ces revendications que les enseignants se sont mobilisés depuis la rentrée scolaire. L'une de leurs actions consistait à faire de la rétention des notes des élèves.

Mais cela n'a pas suffi pour se faire entendre. C'est la raison pour laquelle un préavis de grève totale à compter du 19 novembre a été déposé.

Il est certain que gouvernement et patrons d'écoles ne céderont que contraints et forcés. Ils feront donc tout pour empêcher les enseignants de parler d'une même voix, afin de diviser leur force, et surtout, pour qu'ils n'entraînent pas non plus dans leur lutte d'autres catégories de travailleurs.

Déjà, l'éditorialiste du journal gouvernemental *Fraternité Matin* écrivait que les auteurs des attaques des commissariats et des casernes sont, selon lui, les mêmes que ceux qui appellent aujourd'hui à la grève dans l'enseignement. L'objectif visé par les enseignants, écrit cet éditorialiste, serait finalement de « *déstabiliser* » le pouvoir en place. Ce même journaliste, qui est en même temps Directeur Général du journal *Fraternité Matin*, avait aussi écrit, par ailleurs, que ce n'était « *pas le moment de revendiquer* » pour les travailleurs. Mais, au contraire, de se serrer la ceinture, pour soit disant participer au développement de la Côte d'Ivoire.

Il n'y a que des vendus et des gens bien nourris pour tenir de tels propos. Parce que depuis 25 ans que les travailleurs se saignent, la Côte d'Ivoire devrait être aujourd'hui un des pays les plus développés au monde ! Mais ces gens-là ne manquent pas d'argument quand il s'agit de défendre le système capitaliste. Ce sont des lèche-bottes qui vivent des pourboires que leurs maîtres leur laissent en guise de remerciement pour leur servilité.

Les enseignants ont mille fois raisons d'entrer en lutte pour défendre leurs intérêts. D'ailleurs, plus le mouvement sera large, plus grand sera leur force, plus il aura des chances de faire plier patronat et gouvernement. Parce que ces gens-là ne comprennent que le langage de la force !

Quoi donc de plus normal que ceux qui enseignent perçoivent un salaire permettant de mener une vie décente ?

Il faut espérer que le mouvement de colère des enseignants trouve un prolongement en direction des travailleurs de ce pays. Car tous ensemble nous pouvons peser bien plus lourd que catégorie par catégorie.

L E U R S O C I E T E

« BAISSÉ DES PRIX » : QUEL MENSONGE !

Le 12 novembre dernier, le ministre du commerce était l'invité du journal *Fraternité Matin*, pour faire le bilan de leur prétendue lutte contre la cherté de la vie. Ce que nous retenons d'une démonstration qu'il a voulu très technique, c'est que la tendance des prix des produits de première nécessité sur le marché est selon lui à la baisse : la « *tendance est bonne* », a-t-il dit.

Pourtant, n'importe quelle famille de travailleurs vous dira que ce

n'est pas vrai, que les prix sont restés les mêmes ou même qu'ils ont augmenté. C'est blaguer-tué ! Il est toujours difficile de manger correctement avec 1.000F.

Cette réalité-là, ce n'est pas le ministre qui roule carrosse et mange dans les grands restaurants qui pourra prétendre le contraire !

La baisse des prix, c'est un mensonge ! Il faudra plutôt que les travailleurs se battent pour imposer des augmentations des salaires !

MEDIAS : DES COMPLICES DES ASSASSINS DECORÉS !

Le ministère de la Communication, à l'occasion de la délivrance annuelle des cartes professionnelles aux journalistes, a distribué des « *cartes professionnelles en or* » à certains journalistes tels que Jean Baptiste Akrou, ex-DG du journal *Fraternité Matin* du temps de Gbagbo. Même un certain Laurent Dona Fologo, en a bénéficié. Avant cela, c'était Venance Konan qui était décoré par la chancelière.

Pour qui a déjà lu des articles ou a déjà entendu à la radio ou à la télé ces gens, à un moment ou à un autre de leur carrière journalistique, qu'ils soient d'un bord politique ou de l'autre, savent qu'ils ont participé au pourrissement de la situation politique qui a mené à la haine xénophobe et ethnique, puis à la guerre, par leurs

écrits et par leurs agissements. Mais, évidemment, ce ne sont pas eux qui en payent le prix. Ce sont généralement des pauvres qui ont cru à leurs boniments ou qui en ont été victimes.

Tout ce beau monde, qu'il soit proche du nouveau pouvoir ou du régime précédent, ont servi leurs maîtres pour se maintenir coûte que coûte à la mangeoire ou pour y accéder.

Et, aujourd'hui, que ce soit un ministre dont le parti était opposé au précédent qui les décore, c'est tout un symbole. Cela prouve au moins que tous ces gens-là sont du même monde et se moquent bien de ceux qui ont perdu leur vie à cause de leurs écrits ou de leurs paroles.

L E U R S O C I E T E

LE GOUVERNEMENT FACE A LA QUESTION EPINEUSE DES EX-COMBATTANTS

Il ne passe pas un jour sans que d'ex-combattants qui ont porté Ouattara au pouvoir ne fassent parler d'eux.

Ainsi, par exemple, le 13 novembre dernier, au camp CRS basé à Williamsville, le commandant a signifié à des « *soldats* », qui continuent d'occuper cette caserne, de quitter les lieux pour permettre aux CRS de prendre leur place. L'un d'eux, mécontent, a d'abord voulu s'en prendre physiquement à ce commandant. Empêché, il est allé au parking et jeté une grenade explosive dans son véhicule qui était garé.

Peu de temps avant, ce sont deux factions des éléments de FRCI qui s'affrontaient à Yopougon. On se serait cru en plein far west.

Dans le camp Ouattara, on estime à cent mille le nombre d'ex-combattants qui sont laissés-pour-compte et qui refusent de déposer les

armes. Seule une partie d'entre eux a été intégrée dans les différents corps. Mais les autres ? C'est une question épineuse pour le pouvoir. Il a besoin de cette force d'appoint mais il s'en méfie tout à la fois tant qu'elle n'est pas encadrée et encasernée comme les autres forces de l'ordre "*classiques*". Mais il n'a pas les moyens d'intégrer la totalité. Il est par conséquent difficile de savoir comment va se dénouer cette situation.

Il est sûr que ceux qui ont pris l'habitude de se balader avec les armes, de racketter et de maltraiter les habitants ne vont pas accepter de rendre de plein grés leurs armes car ils considèrent que c'est leur gagne-pain. On verra donc si Ouattara, après les avoir utilisés pour asseoir son pouvoir va pouvoir s'en débarrasser aussi facilement. Mais encasernées ou pas, les forces de l'ordre représentent toujours une menace pour les travailleurs et les pauvres.

INSECURITE GENERALISEE : CE SONT LES PAUVRES QUI EN PATISSENT

Depuis la fin de la crise, avec toutes les armes qui ont circulé, l'insécurité est partout. Aux bandits ordinaires, sont venus s'ajouter tous les jeunes armés pendant la crise postélectorale et aujourd'hui laissés-pour-compte. Certains ont encore les treillis pillés pendant la crise. D'autres sont aussi des FRCI qui ont décidé de se servir sur le dos de la population. Qui n'a pas dans son entourage quelqu'un qui a été tabassé par ces hommes et dépouillé ?

Cela n'empêche pas chaque jour le gouvernement de se gargariser

d'avoir réduit l'insécurité. Dans les quartiers riches, où en plus des « *forces de l'ordre* » ordinaires, les riches sont capables de se payer des gardiens privés ou des gardes de corps, l'insécurité est moindre. Mais dans nos quartiers pauvres, tous les démobilisés se paient en rackettant la population même s'ils ne vont pas jusqu'à faire comme ce commandant dit Té qui avait sa base quelque part à Abobo et qui faisait sa propre justice parallèlement à celle reconnue par le régime. Mais cette insécurité-là n'entre pas dans les statistiques du ministre de la Défense.

L E U R S O C I E T E

Les travailleurs et leurs familles ne peuvent pas compter sur le pouvoir pour résoudre ce problème de l'insécurité dans leurs quartiers, pas plus qu'ils ne peuvent compter sur lui

pour améliorer leurs conditions d'existence. C'est à nous, travailleurs, pauvres, de nous organiser pour défendre nos intérêts.

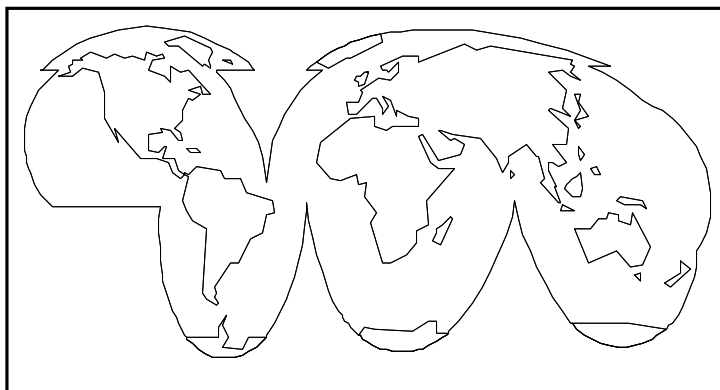
« JOURNÉE DE LA PAIX » : DE LA MOQUÉRIE ENVERS LES TRAVAILLEURS ET LES PAUVRES !

Le 15 novembre est consacrée journée de la Paix en Côte d'Ivoire. Mais de quelle paix s'agit-il ? Celle qui consiste pour les politiciens à parler de paix après avoir semé la haine et tué les gens ? Celle des riches et des patrons qui font la guerre permanente contre les pauvres et les travailleurs ? Sinon, comment qualifier

les salaires de misère payés aux travailleurs, les boulots précaires, le statut de journalier durant des dizaines d'années et à la fin, le plus souvent, comme prime de retraite, la mort ?

Alors, leur fête de la « paix », c'est anango plan contre les pauvres !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

GRÈVE DES CHAUFFEURS DE GBAKA CONTRE LE RACKET

Le 12 novembre dernier, les chauffeurs de mini car, de transport en commun, appelé Gbaka, avait entamé une grève. Ils protestaient contre les « *gnambro* », ces jeunes qui se positionnent dans les gares routières et aux carrefours et rançonnent les chauffeurs qui y prennent des passagers.

En début de ce mois de novembre, un accrochage avait eu lieu entre un chauffeur et des *gnambro* au niveau d'Abobo Samake. Le chauffeur avait été blessé. Ce jour-là, les conducteurs de *gbaka* de la ligne Abobo-Zoo-Adjamé avaient débrayé. Par la suite, un préavis de grève avait été déposé pour que l'Etat prenne des dispositions.

Il faut aussi ajouter que le poids de tous ces rackets (forces de l'ordre, syndicats, *gnambro*) pèse sur le chauffeur. Le *dioulatchè* (propriétaire

de camion), veut sa recette journalière. Il se fiche bien des écueils de la journée du chauffeur. C'est pourquoi, ce sont les chauffeurs qui se sont mobilisés dans ce mouvement. La grève a été très bien suivie. Passagers et conducteurs sont d'accord sur l'éradication des *gnambro* qui n'hésitent pas souvent à immobiliser des véhicules ou à s'en prendre violemment au chauffeur ou à l'apprenti.

Après trois jours de grève, la grève a été interrompue sur de vagues promesses du ministère des Transports. Tous ont repris le travail sur une vague promesse du gouvernement. Mais la menace de reprendre la grève est dans l'air si les chauffeurs n'obtiennent pas satisfaction. En tout cas, ils ont eu raison de faire grève.

OLAM : UN COUP DE COLÈRE DES TRAVAILLEURS

Les journaliers d'Olam, une usine de transformation et mise en boîte de lait, ont marqué un arrêt de travail pour protester contre leur situation.

Ils réclament une augmentation conséquente de leur salaire qui tourne autour de 2000F actuellement. De plus ils souhaitent la fin des nombreux arrêts de production pendant lesquels la direction exige d'eux la présence sur le lieu de travail sans pour autant que ces journées soient payées.

Des négociations sont en cours entre les patrons et les représentants

des travailleurs mais cela fait plus d'une semaine qu'aucune solution n'est trouvée. Le patron attend peut-être que les travailleurs mettent la pression de nouveau avant de satisfaire leurs revendications.

Le rapport des forces sera d'autant plus favorable aux journaliers s'ils réussissent à entraîner les embauchés avec eux. Ces derniers ont eux aussi des exigences salariales et des meilleures conditions d'existence à faire valoir.

AFRIPLASCI : UN MORT A METTRE SUR LE COMPTE DU PATRON

Afriplasci est une entreprise de la zone industrielle de Yopougon qui

exerce dans les matières plastiques, notamment dans la fabrication de

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

nattes. Cette entreprise emploie plusieurs travailleurs dont de nombreuses femmes qui s'occupent de la couture des nattes. Dans cette entreprise, les patrons économisent sur les équipements de protection qui sont insuffisants alors que les travailleurs sont exposés à des produits hautement toxiques. Cette situation est à l'origine de nombreuses maladies professionnelles et souvent de la mort de certains travailleurs comme ça a été le cas récemment de l'une de nos collègues qui est brutalement décédée après le travail.

Trois mois avant son décès, notre collègue s'était évanouie à son poste de travail. La Direction avait alors refusé de prendre en charge le traitement médical qu'elle suivait en mettant en avant l'argument selon lequel elle n'est pas embauchée. Et

cela est d'autant plus révoltant que ça fait plus de 10 ans que cette camarade travaille dans cette entreprise, sous contrat, mais sans jamais être embauchée.

Pour suivre son traitement, elle a dû bénéficier de la solidarité de ses collègues qui se sont cotisés afin qu'elle puisse assurer ses soins. Une fois à l'hôpital, les produits toxiques que nous respirons ont été pointés du doigt par les médecins.

Ce n'est pas la première fois que ce genre de situation arrive car les décès d'ouvriers sont monnaie courante dans cette entreprise.

Pour les patrons, un ouvrier, c'est de la chair à exploiter, tout juste bon pour faire du profit. C'est ça la société capitaliste. Et il faudrait le contraindre à changer sa façon de voir.

SOTACI : RENVOI DEGUISÉ DES TRAVAILLEURS AGÉS

La Direction a institué ce qu'elle appelle « *départ volontaire* ». En fait c'est pour se débarrasser des travailleurs d'un certain âge dont elle estime que le rendement n'est plus satisfaisant.

Ainsi, les anciens travailleurs ciblés par avance sont convoqués individuellement dans les bureaux. Là,

le patronat fait pression sur chacun, avant de lui proposer un « *départ volontaire* » à une retraite anticipée moyennant une modique somme d'argent.

Après s'être engraisé sur notre dos durant toutes ces années, c'est ainsi que les patrons nous "remercient". Ecccœurant

TEMOIGNAGE D'UN JOURNALIER D'UNICAFÉ

« Je travaille depuis 2004 à l'usine Unicafé située entre Abobo PK 18 et Anyama. Cette entreprise traite le cacao et le café et conditionne ces produits. Les années passées, il m'arrivait de travailler six jours dans la semaine pendant la campagne café-cacao. Nous travaillons durant 10 heures par jour, quelque fois plus, sans repos. Ce qui provoque pas mal d'accidents de travail. Le salaire est de 300 francs de l'heure. Cette année, il nous arrive de travailler seulement

deux jours dans la semaine. Nous devons nous rendre chaque jour à l'usine pour voir s'il y a du travail. Nous sommes payés par quinzaine. Comment peut-on vivre avec une telle somme ? Nous avons des charges auxquelles nous devons faire face quotidiennement.

Il est arrivé plusieurs fois que des camarades soient allés demander leur embauche au patron. Mais à chaque fois, il les a renvoyé de ses effectifs ».

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Il est clair qu'individuellement, il n'y a pas de solutions pour les travailleurs. De plus, la situation vécue par ces travailleurs d'Unicafé est analogue à celle de nombreux

travailleurs aussi bien dans le bâtiment que dans les usines. Le patronat profite du chômage et aussi du manque d'organisation des travailleurs pour les exploiter toujours un peu plus.

TEMOIGNAGE D'UN TRAVAILLEUR DU CHANTIER SICOGI DE PK 18

« Nous travaillons depuis plusieurs années sur le chantier de la SICOGI situé dans la commune d'Abobo, plus précisément à PK 18. C'est une promotion immobilière de plusieurs centaines de maisons, divisée en plusieurs tranches. La SICOGI a confié les travaux à une entreprise chinoise dénommée COVEC.

Nous travaillons 10 heures par jour et cela tous les jours sans repos. Même les jours de fête et dimanches. Les manœuvres sont payés à 2 500 Fr par jour. Quant aux ouvriers, c'est 3 500 Fr par jour.

En matière de sécurité, aucune mesure n'est prise et il manque tout, même la trousse médicale pour les premiers soins. Nous avons aussi un problème de communication avec les chinois qui nous dirigent. Ils ne comprennent ni le français ni l'anglais.

Ce qui fait que chaque semaine, ils renvoient des travailleurs qu'ils traitent d'incompétents ou d'indisciplinés parce que ces derniers n'ont pas exécuté à la lettre leurs recommandations.

Excédés, les maçons ont voulu tenter un arrêt de travail dès le début de ce mois. Le mouvement n'a pas été bien suivi parce que spontané et mal préparé. Ce jour-là, un représentant de la SICOGI était présent sur le chantier et il a réussi à désamorcer le mouvement, en demandant aux travailleurs d'adresser d'abord une lettre de doléances aux patrons, avant de faire quoi que soit ».

La situation des travailleurs de ce chantier ressemble à celle que vivent les travailleurs dans les usines de la zone industrielle de Yopougon. Il faudra peut-être un bon coup de colère de l'ensemble des travailleurs pour que les choses changent.

SATOCI-CIREPCI : CA GROGNE

Depuis le mois dernier, les travailleurs ont engagé des négociations avec la Direction pour des doléances déposées depuis plusieurs années. Il y a l'embauche des journaliers et l'augmentation des salaires.

Pour le moment, la Direction fait toujours la sourde oreille, en cherchant des subterfuges pour les endormir. Comme ça dure depuis 10 ans, des travailleurs pensent qu'il faut

faire pression sur les délégués pour qu'ils prennent attache avec l'Inspection du travail.

Sauf que les gens de l'Inspection du travail sont au courant de l'exploitation que subissent ces travailleurs. Ils sont d'ailleurs plus prompts à défendre les intérêts des patrons que les leurs. Ce n'est pas d'eux que les travailleurs peuvent attendre quelque chose mais de leur propre force collective.

EN AFRIQUE LA CONTREBANDE DE FAUX MEDICAMENTS SE DEVELOPPE
--

Des médicaments contrefaits d'une valeur de 40 millions de dollars ont été saisis en trois jours dans 16 villes portuaires de 16 pays du continent africain, de l'Ouest et du Centre. Cette opération a été organisée conjointement par différents organismes internationaux et par les directions douanières de chaque pays concerné.

D'après les journaux qui ont récemment révélé cette opération « *coup de poing* », les plus grandes quantités saisies l'ont été au Togo, en Angola, au Cameroun et au Ghana.

Lors d'une conférence de presse qui a eu lieu le 25 octobre dernier à Paris, un responsable d'une sommité médicale belge criait sa colère : « *Il n'y a personne qui s'élève suffisamment pour arrêter tous ces mafieux, ces tueurs, car ce sont des gens qui avec leurs faux médicaments proposent une solution aux maux des gens et qui finalement les achèvent* »

Ce genre de réunion n'est pas la première : au mois de février de cette année, des journées nationales de lutte contre ce trafic avaient lieu à Bamako, capitale du Mali. Madeleine Bah, ministre de la Santé du pays organisateur, tirait la sonnette d'alarme sur ce « *véritable fléau, dont les conséquences dramatiques en termes de pharmaco résistances, risquent d'anéantir tous les efforts de nos stratégies* ».

Les dirigeants africains ou leurs ministres sont coutumiers de telles proclamations grandiloquentes et hypocrites. Les responsables de la prolifération des médicaments contrefaits ce sont eux car depuis des dizaines d'années qu'ils se succèdent au pouvoir, ils laissent périlcliter les domaines utiles à la population tel que

celui de la santé publique. A tel point que les hôpitaux de la plupart des pays d'Afrique sont devenus progressivement des coquilles vides dépourvues du minimum, véritables mouiroirs pour gens pauvres.

Lorsque quelqu'un est malade, cela devient un drame pour toute la famille. Avec le chômage, les bas salaires, les retraites rognées, la hausse des produits de première nécessité, l'argent manque pour à la fois nourrir les membres de la famille et payer le médecin, les examens et autres analyses, l'infirmier pour les piqûres, la pharmacie en ville etc. Comment s'étonner que dans ces conditions, beaucoup de gens soient obligés de recourir aux petits vendeurs de médicaments dans les marchés ou à ceux qui sillonnent les quartiers pauvres, qui tous s'approvisionnent comme ils peuvent, dans les réseaux de contrebande plus ou moins mafieux !

Le délabrement du système de santé a comme autre conséquence celui du recours aux « *guérisseurs* », à l'« *indigénat* » et à toutes sortes de charlatans qui, par ces temps de crise, prolifèrent et se sucent sur la détresse humaine.

L'attitude des dirigeants africains qui ne se sentent nullement gênés lorsqu'il s'agit d'acheter des armes onéreuses pour l'armée et du matériel dernier cri pour équiper la police, au détriment des secteurs vitaux pour la population, est irresponsable et méprisable.

Mais tout aussi méprisable est l'attitude des trusts pharmaceutiques, eux qui détiennent un monopole sur la santé humaine. Médecins sans frontières (MSF) a mené il n'y a pas longtemps une campagne contre

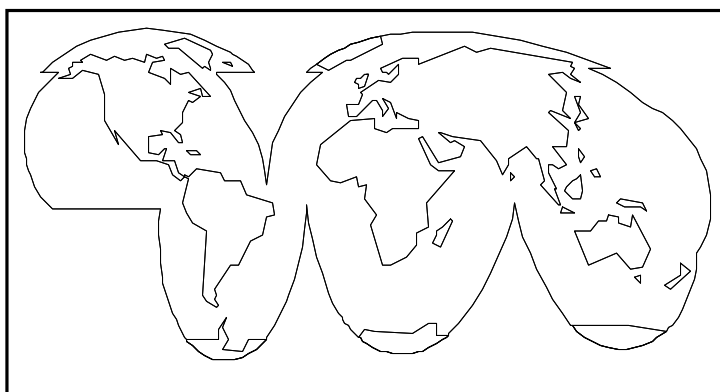
Novartis, un des géants mondiaux de la pharmacie, qui prétend interdire la fabrication en Inde du générique d'un anticancéreux, le Glivec. Un procès à épisodes dure depuis sept ans. Une victoire du trust menacerait à brève échéance de priver les pays pauvres de médicaments bon marché dont l'Inde est grande fournisseuse, que ce soit dans le domaine du cancer ou celui d'autres maladies graves comme le sida. Du fait qu'ils n'ont pas d'argent, 46% des dizaines de millions de séropositifs des pays pauvres ne disposent toujours pas des traitements antirétroviraux.

Et puis il n'y a pas que ces deux maladies. L'hypertension, l'asthme, le

diabète, sont des pathologies qui n'épargnent aujourd'hui aucune contrée dans le monde, mais auxquelles le savoir humain c'est-à-dire la science sait apporter des réponses. Mais ces réponses, à savoir les traitements, sont souvent hors de portée des classes pauvres des pays d'Afrique.

La santé des populations exigerait que les trusts de la pharmacie soient expropriés et que les centres de recherche soient mis au service de toute l'humanité pour qu'enfin les soins et les médicaments soient fournis à chacun selon ses besoins et non plus en fonction des profits d'une minorité de capitalistes.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.